
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 45 (2018)

DOI: 10.11588/fr.2018.0.70132

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

CORINE DEFRANCE

FAIRE FACE AU PASSÉ

Gestes et discours officiels en RFA depuis les années 1970

Le 7 décembre 1970, Willy Brandt, chancelier de la République fédérale d'Allemagne, s'agenouille devant le monument commémoratif des victimes et de la résistance du ghetto de Varsovie. Ce geste est un lieu de mémoire du XX^e siècle¹. Pour la première fois, un chancelier expie au nom du peuple allemand. Ce geste fulgurant, aujourd'hui incontesté et même commémoré², a suscité à l'époque une émotion considérable et bien des polémiques. Certains ont admiré le courage du chancelier, la justesse et la puissance du geste; d'autres ont ressenti de la colère devant ce qu'ils ont considéré comme une humiliation: un chancelier peut-il se mettre à genoux au nom de son peuple³?

Certes, ce n'était pas le premier geste symbolique d'une personnalité officielle ouest-allemande. Rappelons celui du premier président fédéral Theodor Heuss, membre du parti libéral (FDP), se rendant le 30 novembre 1952 au camp de concentration de Bergen-Belsen avec Nahum Goldman, le président du Congrès juif mondial. Il y tint un discours à l'occasion de l'inauguration du mémorial, où il reconnut la culpabilité allemande dans la Shoah, et où il affirma que les Allemands savaient (*Wir haben von den Dingen gewußt*)⁴. Il s'agissait d'un geste attendu par Israël et

- 1 Adam KRZEMIŃSKI, *Der Kniefall*, dans: *Deutsche Erinnerungsorte. Eine Auswahl*, édité par Étienne FRANÇOIS et Hagen SCHULZE, Munich 2005, p. 431–446; Christoph SCHNEIDER, *Der Kniefall von Warschau. Spontane Geste – bewusste Inszenierung?*, dans: Gerhard PAUL (éd.), *Das Jahrhundert der Bilder*, vol. II: 1949 bis heute, Göttingen 2008, p. 410–417; ID., *Der Warschauer Kniefall. Ritual, Ereignis und Erzählung*, Constance 2006; Andreas WILKENS, *Kniefall vor der Geschichte. Willy Brandt in Warschau 1970*, dans: Corine DEFRANCE, Ulrich PFEIL (éd.), *Verständigung und Versöhnung nach dem »Zivilisationsbruch«? Deutschland in Europa nach 1945*, Bruxelles 2016, p. 83–102.
- 2 En 2000, à l'occasion du 30^e anniversaire du geste de Willy Brandt, l'artiste Wiktoria Czechowska Antoniewska a produit une plaque de bronze représentant Willy Brandt à genoux devant le mémorial. Elle est depuis lors exposée près du Mémorial, sur une place désormais appelée »Skwer Willy'ego Brandta« / Place Willy Brandt.
- 3 D'après une enquête d'opinion menée par le magazine *Der Spiegel*, 48 % des Allemands ont trouvé le geste exagéré, 41 % adapté et 11 % étaient sans opinion. La génération des 30–59 ans – c'est-à-dire la génération de la guerre – a très majoritairement critiqué ce geste (par 54 % contre 37 % d'opinions positives). Voir »Kniefall angemessen oder übertrieben?«, dans: *Der Spiegel* 51/14.12.1970, p. 27; voir également WILKENS, *Kniefall* (voir n. 1), p. 87–88.
- 4 Theodor HEUSS, *Das Mahnmahl. Rede bei der Einweihung eines Mahnmals für die Opfer des ehemaligen Konzentrationslagers Bergen-Belsen*, 30. November 1952, dans: Karl-Josef KUSCHEL, *Theodor Heuss. Die Shoah, das Judentum, Israel. Ein Versuch*, Tübingen 2013, p. 392. Au sujet de l'accueil plus que réservé fait par la haute administration de la RFA aux propos du président Heuss (reconnaissance des crimes et repentance), voir Frank TROMMLER, *Bilanzierende Betrachtungen eines Lernprozesses. Blicke von außen auf Deutschlands Umgang mit der Vergangenheit*, dans: DEFRANCE, PFEIL (éd.), *Verständigung und Versöhnung* (voir n. 1), p. 793–810, ici p. 806; voir encore Peter MERSEBURGER, *Theodor Heuss, Der Bürger als Präsident. Biographie*, Munich 2012.

la communauté juive mondiale au moment de la signature du traité du Luxembourg (1952) relatifs aux réparations allemandes à Israël⁵. Par cet accord, la RFA réintérait la communauté internationale après la mise au ban qui avait suivi la chute du Troisième Reich⁶.

Ces gestes et discours, accomplis et prononcés par le chancelier ou le président fédéral, permettent de saisir les rapports entre la politique internationale et les évolutions de la société allemande, entre l'image de soi que l'Allemagne entend projeter à l'extérieur comme la nouvelle identité allemande qu'elle veut contribuer à forger⁷. Depuis 1949, et encore davantage depuis l'orée des années 1970, se sont succédé nombre de discours et gestes liant ensemble passé, présent et futur. Ils sont généralement au cœur des cérémonies de commémoration, dont il faut rappeler l'ancrage principal dans le présent. Celles-ci sont l'occasion de faire un usage symbolique du passé, dans une situation donnée en vue d'objectifs à atteindre dans l'avenir⁸. Après avoir examiné comment la confrontation au passé est devenue un déterminant de la nouvelle identité allemande, il s'agira de s'interroger sur les formes, mais aussi les limites du travail sur les traumatismes historiques, et de donner un aperçu des évolutions récentes en développant l'exemple de la visite du président Joachim Gauck à Oradour-sur-Glane à l'automne 2013.

Faire face au passé: Une mission politique au cœur de l'identité allemande

À l'occasion du 70^e anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz, le 27 janvier 2015, le président fédéral Joachim Gauck a déclaré au Bundestag: «Il n'y a pas d'identité allemande sans Auschwitz. La mémoire de l'Holocauste reste l'affaire de tous les citoyens qui vivent en Allemagne.»⁹ Le crime passé est donc élevé en quintessence identitaire et condition sine qua non du vivre ensemble dans l'Allemagne d'aujourd'hui.

C'est l'occasion de mesurer le chemin parcouru en soixante-dix ans par les Allemands quand on se souvient de l'identité victimaire – en tant que «victime» d'Hitler et des Alliés: bombardements, viols, expulsions etc. – dont la société ouest-allemande s'est longtemps parée dans les années 1950 et 1960 encore¹⁰. Ainsi, au cours des premières décennies de l'après-guerre, la majeure partie des célébrations et des mémoriaux officiels ont été dédiés à la souffrance des Allemands, comme le monument érigé à l'ancien camp de Friedland – par où transitaient les anciens prisonniers de guerre allemands à leur retour d'Union Soviétique. Le mémorial, commandé par le *Verband der Heimkehrer* – Association des anciens prisonniers de guerre – a été inauguré en 1967 après que la première pierre eut été posée en 1966 par le chancelier Adenauer lui-même¹¹.

- 5 Dominique TRIMBUR, *De la Shoah à la réconciliation? La question des relations RFA-Israël (1949-1956)*, Paris 2000.
- 6 Frank TROMMLER, *Kulturmacht ohne Kompass. Deutsche auswärtige Kulturbeziehungen im 20. Jahrhundert*, Cologne, Weimar, Vienne 2014, p. 656.
- 7 Voir *ibid.*; Johannes PAULMANN (éd.), *Auswärtige Repräsentationen. Deutsche Kulturdiplomatie nach 1945*, Cologne 2005.
- 8 Philippe BRAUD, *L'émotion en politique. Problèmes d'analyse*, Paris 1996, p. 108-139.
- 9 «Es gibt keine deutsche Identität ohne Auschwitz. Die Erinnerung an den Holocaust bleibt eine Sache aller Bürger, die in Deutschland leben», *Tag des Gedenkens an die Opfer des Nationalsozialismus*, Berlin, 27 janvier 2015; http://www.bundespraesident.de/SharedDocs/Downloads/DE/Reden/2015/01/150127-Gedenken-Holocaust.pdf;jsessionid=B1858C574BE0CC7B3632C4D9257F15D0.2_cid387?__blob=publicationFile (25.8.2017).
- 10 Jörg ECHTERNKAMP, *Von Opfern, Helden und Verbrechern. Anmerkungen zur Bedeutung des Zweiten Weltkrieges in der Erinnerungskultur der Deutschen*, dans: Jörg HILLMANN, John ZIMMERMANN (éd.), *Kriegsende 1945 in Deutschland*, Munich 2002, p. 301-316. Voir aussi Martin SABROW, *Den Zweiten Weltkrieg erinnern*, *Aus Politik und Zeitgeschichte (APUZ 36-37/2009)*, <http://www.bpb.de/apuz/31767/den-zweiten-weltkrieg-erinnern>.
- 11 Birgit SCHWELLING, *Gedenken im Nachkrieg. Die »Friedland-Gedächtnisstätte«*, dans: *Zeit-historische Forschungen/Studies in Contemporary History*, Online-Ausgabe, 5 (2008), H. 2,

Le geste accompli par Willy Brandt à Varsovie est en rupture avec cette ligne de pensée. Un chef de gouvernement, ayant lui-même combattu le régime nazi dès la première heure, exprime le fait que la RFA dans son ensemble et chaque Allemand en particulier, indépendamment de son éventuelle responsabilité voire culpabilité individuelle, portent une part de la responsabilité collective et doivent assumer le passé criminel de l'Allemagne. Pour Willy Brandt, il ne s'agit pas d'une éthique développée une fois à la chancellerie, mais d'une conviction morale énoncée dès l'après-guerre. Dans un discours prononcé le 19 juillet 1955 au mémorial de Berlin-Plötzensee – prison dans laquelle les nazis avaient exécuté de nombreux opposants au régime et notamment des « conjurés du 20 juillet 1944 » (attentat manqué contre Hitler), il avait affirmé : « Nous sommes dans le présent, mais nous n'existerons demain que si nous avons accepté et assimilé les leçons d'hier et d'avant-hier. Et pour cela, nous ne pouvons et ne devons oublier ni les bourreaux ni les victimes, ni ce qui a été commis de honteux au nom du peuple allemand, ni ce qui a permis de se relever de la honte¹² ! » Lors de cette commémoration, Brandt s'exprimait en tant que président de la Maison des Députés de Berlin-Ouest. Depuis son accession à la chancellerie, il parle désormais au nom du peuple allemand. Dès sa déclaration gouvernementale d'octobre 1969, il avait indiqué le chemin qu'il entendait suivre et qui, selon lui, serait désormais un élément constitutif de l'identité allemande : « Nous voulons être un peuple de bons voisins, à l'intérieur comme à l'extérieur »¹³.

Bien sûr, ce geste s'inscrit dans le contexte de l'*Ostpolitik* – le jour de la signature du traité entre la République fédérale d'Allemagne et la Pologne –, mais il est loin d'être seulement la condition de l'*Ostpolitik* : au-delà de la Pologne, il s'adresse à l'ensemble de la communauté juive. Doté d'une forte connotation religieuse, il permet de dire ce que les mots ne peuvent exprimer¹⁴. Ce geste est possible à ce moment-là parce qu'il reflète, et encourage aussi, l'évolution progressive de la société ouest-allemande. Il faut garder en mémoire qu'il a été précédé par l'échange de lettres des évêques polonais et allemands fin 1965¹⁵, ainsi que par l'engagement de l'Église protestante d'Allemagne (le *Ostdenkschrift* du 1^{er} octobre 1965) et par de multiples initiatives sociétales¹⁶. Il s'inscrit aussi dans un contexte marqué par les exigences de la nouvelle

URL : <http://www.zeithistorische-forschungen.de/2-2008/id=4701> (21.3.2018), Druckausgabe : p. 189–210 ; Voir encore Sascha SCHIESSL, « Das Tor zur Freiheit ». Kriegsfolgen, Erinnerungspolitik und humanitärer Anspruch im Lager Friedland (1945–1970), Göttingen 2016.

12 Discours du 19 juillet 1955 à la Gedenkstätte Berlin-Plötzensee, à l'occasion de l'anniversaire de l'attentat contre Hitler du 20 juillet 1944 (doc. 19), dans : Willy BRANDT, *Im Zweifel für die Freiheit. Reden zur sozialdemokratischen und deutschen Geschichte*, édité et commenté par Klaus SCHÖNHOFEN, Bonn 2012, p. 337–344, ici p. 339.

13 « Wir wollen ein Volk der guten Nachbarn werden im Innern und nach außen », *Die großen Regierungserklärungen der deutschen Bundeskanzler von Adenauer bis Schmidt*. Eingeleitet und kommentiert von Klaus von BEYME, Munich, Vienne 1979, p. 251–281.

14 Frédéric ROGNON, *Expiation, repentance, pardon et réconciliation : concepts religieux et valeurs des sociétés européennes contemporaines*, dans : Cahiers Sirice 15 (2016), p. 15–23 [<http://www.cairn.info/revue-les-cahiers-sirice-2016-1.htm>]

15 La lettre des évêques polonais se terminait ainsi : « Nous pardonnons et demandons le pardon » [Wir gewähren Vergebung und bitten um Vergebung], mais la réponse des évêques allemands, embarrassée et timorée, fut fortement critiquée. Edith HELLER, *Macht, Kirche, Politik. Der Briefwechsel zwischen den polnischen und deutschen Bischöfen im Jahre 1965*, Cologne 1992, p. 203–210. Voir aussi Ulrike SCHRÖBER, *Zeichen der Versöhnung. Der Beitrag der Kirchen zur Völkerverständigung nach dem Zweiten Weltkrieg*, dans : DEFRANCE, PFEIL (éd.), *Verständigung und Versöhnung* (voir n. 1), p. 569–584.

16 Message des évêques polonais aux évêques allemands du 18 novembre 1965, dans : Hermann PFISTER (éd.), *Polen und Deutsche. Der lange Weg zu Frieden und Versöhnung*, Waldkirch 1972, p. 48. Voir aussi Robert ZUREK, *Der Briefwechsel der katholischen Bischöfe von 1965*, dans : Friedhelm BOLL, Wieslaw WYSOCKI, Klaus ZIEMER (éd.), *Versöhnung und Politik. Polnisch-*

génération demandant de prendre le passé à bras le corps. En raison de ce changement générationnel, de l'advenue de ces jeunes n'ayant pas fait l'expérience directe du national-socialisme et de la guerre, le rapport au passé devient plus abstrait et aussi plus symbolique¹⁷. Le *Kniefall* ou « agenouillement » marque le moment où la RFA, au niveau officiel, reprend cette exigence à son compte et s'engage plus avant dans un processus de « réconciliation » avec ses voisins de l'Est. Mais c'est seulement *a posteriori* que ce geste a pris toute sa force, dans la réception à laquelle il a donné lieu sur le long terme¹⁸.

Du temps de son successeur Helmut Schmidt (1974–1982), il n'y a pas eu de gestes symboliques comparables. Le nouveau chancelier n'avait pas la fibre commémorative. Même si son expérience de la guerre sur le front de l'Est a été à la base de sa relation de confiance avec Leonid Brejnev, même si il a été particulièrement ému par sa visite au camp d'Auschwitz en novembre 1977¹⁹, son passé d'ancien soldat de la *Wehrmacht* rendait plus délicat ce retour réflexif. Schmidt symbolise le parcours de la majorité des Allemands: il a été un soldat parmi dix-neuf millions d'autres. Trente ans après la fin de la guerre, il ressentait toujours un certain malaise face à la question des crimes de la *Wehrmacht* et peinait à admettre que les Allemands auraient pu et dû savoir...²⁰ Si Brandt a été la bonne conscience de la République fédérale, rassurant les pays anciennement victimes de l'Allemagne, Schmidt a sans doute facilité la réconciliation des Allemands avec eux-mêmes.

Le tournant mémoriel majeur s'est produit au milieu des années 1980 avec le discours au Bundestag du président Richard von Weizsäcker le 8 mai 1985. La capitulation sans condition de l'Allemagne nazie est moins pensée comme une défaite que comme la libération de la barbarie nazie et une chance de rédemption. Le président invite alors ses compatriotes à repenser « le début d'une tyrannie qui avait conduit à la guerre ». Il plaide l'acceptation de l'héritage du passé et dit la responsabilité qui en découle pour tous les Allemands. Une autre grande nouveauté de ce discours est de mettre en lumière les victimes plutôt que de thématiser la question des «bourreaux»²¹. Ce discours était bien loin de la «grâce de la naissance tardive» [*Gnade der*

deutsche Versöhnungsinitiativen der 1960er Jahre und die Entspannungspolitik, Bonn 2009, p. 67–76; Martin GRESCHAT, *Der Protestantismus in der Bundesrepublik Deutschland 1945–2000*, Leipzig 2011, p. 80–85; ID., *Vom Tübinger Memorandum (1961) zur Ratifizierung der Ostverträge (1972). Protestantische Beiträge zur Aussöhnung mit Polen*, dans: BOLL, WYSOCKI, ZIEMER (éd.), *ibid.*, p. 29–51; Jerzy HOLZER, *La réconciliation germano-polonaise*, dans: *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 31 (2000), p. 67–80.

17 Kristina MEYER, *Die SPD und die NS-Vergangenheit 1945–1990*, Göttingen 2015, p. 12–13; Voir aussi Christiane WIENAND, *Jeunesse d'Europe. Réflexions conceptuelles pour une histoire de la «jeune génération» dans les discours et la pratique de compréhension transnationale après la Seconde Guerre mondiale*, dans: *Les Cahiers Sirice* 15 (2016), p. 53–65. URL: <http://www.cairn.info/revue-les-cahiers-sirice-2016-1-page-53.htm> (21.3.2018).

18 Voir les références de la note 1.

19 Gunter HOFMANN, *Helmut Schmidt, Soldat, Kanzler, Ikone*, Munich 2015, p. 179, 267, 407. Voir aussi Christiane WIENAND, *Auschwitz. Vom Ort der Vernichtung zum Ort der Versöhnung?*, dans: DEFRANCE, PFEIL (éd.), *Verständigung und Versöhnung* (voir n. 1), p. 207–225, ici p. 219–220.

20 Voir HOFMANN, *ibid.*, p. 49–55.

21 Richard von WEIZSÄCKER, *Von Deutschland aus. Reden des Bundespräsidenten*, Berlin 1985, p. 13–35; Jan-Holger KIRSCH, «Wir haben aus der Geschichte gelernt». *Der 8. Mai als politischer Gedenktag in Deutschland*, Cologne, Weimar, Vienne 1999; *Der 8. Mai in Reden deutscher Bundespräsidenten*, Ein Längsschnitt, 2012; Jörg ECHTERNKAMP, *Défaites victorieuses? Donner sens à l'effondrement du III^e Reich en Allemagne, de la Seconde Guerre mondiale à la chute du mur*, dans: Corine DEFRANCE, Catherine HOREL, François-Xavier NÉRARD (éd.), *Vaincus! Histoires de défaites. Europe, XIX^e–XX^e siècles*, Paris 2016, p. 149–168; MEYER, *Die SPD und die NS-Vergangenheit* (voir n. 17), p. 468.

späten Geburt] malencontreusement invoquée en Israël par le chancelier Kohl lors d'un discours à la Knesset le 28 janvier 1984²². Incontestablement, le discours du président Weizsäcker a marqué le moment où les Allemands ont commencé à s'appropriier la mémoire du passé et la responsabilité citoyenne en tant qu'éléments de leur propre identité.

La confrontation au passé a pris une nouvelle dimension dans la constellation internationale issue des bouleversements de 1989/91. Au lendemain immédiat de la chute du Mur de Berlin, alors que la Pologne avait déjà largement ébranlé le rideau de fer, un geste symbolique germano-polonais a été orchestré: le baiser de paix entre le chancelier Helmut Kohl et le président Tadeusz Mazowiecki lors d'une messe commune à Krzyżowa (Kreisau) en Pologne, le 12 novembre 1989²³. Ce nouveau rapport au passé qui s'est établi à la fin de la guerre froide a permis la conclusion de nouveaux accords de réparation de l'Allemagne réunifiée avec la Pologne, la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine²⁴. Globalement, la sensibilité aux questions mémorielles, tant à l'échelle européenne qu'internationale, s'est accrue depuis les années 1990: d'une part, la confrontation au passé est au cœur des processus de justice transitionnelle (on pense ici aux Commissions Vérité et Réconciliation en Amérique latine ou en Afrique, mais aussi à l'Allemagne réunifiée face au passé de la dictature est-allemande et de la Stasi en particulier)²⁵; d'autre part la question de l'héritage mémoriel a donné lieu à d'importants débats en Europe: la reconnaissance de la Shoah comme dernier «critère de Copenhague»²⁶ pour entrer dans l'Union Européenne (UE) ou bien encore le vote par le Parlement européen le 2 avril 2009 d'une résolution «sur la conscience européenne et le totalitarisme» soulignant «qu'il importe d'entretenir le souvenir du passé, parce qu'il ne peut y avoir de réconciliation sans vérité ni œuvre de mémoire»²⁷. En 2012, l'Union Européenne a reçu le prix Nobel de la paix pour sa contribution «à la paix et à la réconciliation sur le continent», avec un hommage appuyé au travail mené par la France et l'Allemagne, qualifié de «most dramatic example in history to show that war and conflict can be turned so rapidly into peace and cooperation»²⁸. Les plus hauts représentants de l'Union Européenne ont reçu le prix, mais l'auditoire a aussi applaudi spécialement le président français

22 Au sujet du chancelier Kohl en Israël et à Bitburg, voir Hans-Peter SCHWARZ, Helmut Kohl. Eine politische Biografie, Munich 2012. Voir aussi Dominique TRIMBUR, Yad Vashem. Die Shoah und die historische Verantwortung Deutschlands, dans: DEFRANCE, PFEIL (éd.), Verständigung und Versöhnung (voir n. 1), p. 227-244, ici p. 234.

23 Waldemar CZACHUR, Annemarie FRANKE (éd.), Kreisau/Krzyżowa – ein Ort des deutsch-polnischen Dialogs. Herausforderungen für ein europäisches Narrativ, Krzyżowa 2013, http://www.krzyzowa.org.pl/downloads/Materialy/Publikacje/Krzyzowa_DE_FIN.pdf. Voir aussi Annemarie FRANKE, Dominik KRETSCHMANN, Der Friedensgruß von Kreisau 1989. Eine Geste als Versprechen, dans: DEFRANCE, PFEIL (éd.), Verständigung und Versöhnung (voir n. 1), p. 137-155.

24 TROMMLER, Bilanzierende Betrachtungen, (voir n. 4), p. 797.

25 Anne K. KRÜGER, From Truth to Reconciliation. The global diffusion of Truth Commissions, dans: Birgit SCHWELLING (éd.), Reconciliation, Civil Society, and the politics of Memory. Transitional initiatives in the 20th and 21. Century, Bielefeld 2012, p. 339-367; ID., Transitional Justice, Version: 1.0, in: Docupedia-Zeitgeschichte, 25.1.2013; ID., Wahrheitskommissionen. Die globale Verbreitung eines kulturellen Modells. Frankfurt a. M., New York 2014; Barbara CASSIN, Olivier CAYLA, Philippe-Joseph SALAZAR (éd.), Vérité, réconciliation, réparation, Paris 2004.

26 Emmanuel DROIT, Le Goulag contre la shoah, Mémoires officielles et cultures mémorielles dans l'Europe élargie, Vingtième Siècle 94 (2007), p. 101-120; Claus LEGGEWIE, Der Kampf um die europäische Erinnerung, Munich 2011.

27 Résolution «sur la conscience européenne et le totalitarisme», URL: [http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2009-0213+0+DOC+XML+V0//FR\(21.3.2018\)](http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2009-0213+0+DOC+XML+V0//FR(21.3.2018)).

28 Discours du président du Comité Nobel, Thorbjørn JAGLAND, 10 décembre 2012, URL: [http://www.nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/2012/presentation-speech.html\(21.3.2018\)](http://www.nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/2012/presentation-speech.html(21.3.2018)).

François Hollande et la chancelière allemande Angela Merkel, qui se sont levés et pris la main. Jusqu'à présent, ce prix Nobel a été le geste symbolique et aussi le discours le plus explicite, liant mémoire européenne et franco-allemande autour de la thématique de la paix et de la réconciliation²⁹. Depuis lors, l'Allemagne, en particulier par la personne de son président fédéral, Joachim Gauck, a multiplié les gestes symboliques de repentance en République tchèque (Lidice, 10 octobre 2012), en Italie (Sant'Anna di Stazzema, 24 mars 2013), en France (Oradour-sur-Glane, 4 septembre 2013), en Grèce (Lingiades, 7 mars 2014)³⁰ ...

Formes et limites du travail sur le passé

Avant d'en venir plus précisément aux gestes et discours du président Gauck, arrêtons-nous un instant sur les formes et limites du travail sur le passé. Il n'est pas l'apanage des États. Les individus et les sociétés ont leur rôle à jouer. Et c'est souvent la complémentarité des différents types d'actions entre les différents acteurs qui permet la progression du processus³¹.

Certaines formes d'action sont pourtant spécifiquement et exclusivement du ressort des États comme les accords de réparations, la signature des traités ou la reconnaissance des frontières³². Ce sont souvent des processus très techniques (notamment dans le cas des réparations) auquel il est possible de donner une valeur symbolique et émotionnelle plus ou moins grande. Ils ont aussi le mérite de créer un cadre propice au déploiement des initiatives sociétales. Ce sont souvent ce type de mesures officielles qui sont prises dans les premiers temps du processus de rapprochement. Le plus souvent les gestes symboliques forts, ayant une dimension mémorielle explicite par les lieux et les moments choisis ainsi que par les discours prononcés, sont bien souvent accomplis ultérieurement. Dans le cas des relations de la République fédérale avec la France, les accords de réparation et le traité de coopération ont été signés en 1960 et 1963, mais c'est en 1984 seulement que le chancelier Helmut Kohl et le président François Mitterrand se sont pris la main à Verdun face à l'ossuaire de Douaumont. Il a fallu attendre juin 2004 pour que le chancelier Gerhard Schröder et le président Jacques Chirac se donnent une accolade appuyée à l'occasion du 60^e anniversaire du débarquement en Normandie et septembre 2013 pour que le président fédéral Joachim Gauck se rende avec le président François Hollande dans les ruines du village martyr d'Oradour-sur-Glane.

29 Corine DEFRANCE, La «réconciliation» après les conflits: un «savoir-faire» européen? Éléments d'introduction, dans: Cahiers Sirice 15 (2016), p. 5–14, ici p. 5–6, URL: <http://www.cairn.info/revue-les-cahiers-sirice-2016-1.htm> (21.3.2018).

30 Le 3 septembre 2013, Gerd Appenzeller écrivait dans le Tagesspiegel: «Joachim Gauck ist der erste Bundespräsident, der bei Besuchen in früher von Deutschland überfallenen Ländern Orte der Schande besucht. Damit setzt er ein Zeichen», Gauck in Frankreich. Der etwas andere Präsident, dans: Der Tagesspiegel, 3. septembre 2013, URL: <http://www.tagesspiegel.de/meinung/joachim-gauck-in-frankreich-der-etwas-andere-praesident/8735960.html> (21.3.2018). Voir aussi les contributions suivantes: Jirí PEŠEK, Lidice. Weltweites Symbol der Vernichtung – weltweites Symbol der Versöhnung? (p. 245–260); Christoph CORNELISSEN, Sant'Anna di Stazzema. »Versöhnung heißt nicht vergessen« (p. 281–293); Andrea ERKENBRECHER, Oradour-sur-Glane. Ort einer späten Versöhnung (p. 329–347), dans: DEFRANCE, PFEIL (éd.), Verständigung und Versöhnung (voir n. 1). Pour le discours de Lingiades du président Gauck du 7 mars 2014 voir: <http://www.bundespraesident.de/SharedDocs/Reden/DE/Joachim-Gauck/Reden/2014/03/140307-Gedenkort-Lingiades.html> (1.9.2015).

31 Anne BAZIN, Les acteurs publics de la réconciliation en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans: Les Cahiers Sirice 15 (2016), p. 41–51.

32 Henning TÜRK, Versöhnung durch Verträge? (p. 639–658); Claudia MOISEL, »Weiter leben«: Zur Erfahrungsgeschichte der Wiedergutmachung seit 1945, (p. 659–679), dans: DEFRANCE, PFEIL (éd.), Verständigung und Versöhnung (voir n. 1); Dieter BINGEN, Versöhnung, Aussöhnung, Normalisierung – Perspektiven der Entspannungspolitik in den 1960er und 1970er Jahren aus deutscher und polnischer Sicht, dans: BOLL et al. (éd.), Versöhnung und Politik (voir n. 16), p. 245–268.

Avec Israël, la demande de pardon de la RFA a été formulée des décennies après l'accord sur les réparations (1952) et l'établissement des relations diplomatiques (1965)³³, lors de la visite officielle du président fédéral Johannes Rau et son discours à la Knesset le 16 février 2000: »Face au peuple d'Israël je m'incline avec humilité devant les assassinés qui n'ont pas de tombes, au pied desquelles je pourrais leur demander pardon. Je demande pardon pour tout ce que les Allemands ont fait, en mon nom et en celui de ma génération, au nom de nos enfants et des enfants de nos enfants, dont j'espère l'avenir au côté des enfants d'Israël«³⁴.

Il convient ici de souligner que les gestes de réconciliation ne sont pas sans risques. Certaines »mises en scène« officielles peuvent dérapier. L'exemple le plus connu est sans doute la visite conjointe du chancelier Kohl et du président Reagan au cimetière de Bitburg, le 5 mai 1985. En pleine crise des euromissiles, ils entendaient manifester leur solidarité et la »réconciliation« germano-américaine. Le scandale, en RFA comme aux États-Unis, a résulté de la présence de tombes de soldats de la Waffen-SS dans le cimetière où les deux chefs d'État et de gouvernement se recueillaient, brouillant les frontières entre bourreaux et victimes³⁵. Cet »incident« se produisait alors que Kohl s'était lancé par ailleurs dans une très vaste campagne de »normalisation du passé«, conduisant à relativiser les crimes du Troisième Reich³⁶. Les archives des services protocolaires ont montré que les deux chefs d'État et de gouvernement ont voulu réappliquer le geste de »réconciliation« par-dessus les tombes, accompli par Kohl et Mitterrand à Verdun quelques mois plus tôt³⁷. Mais un geste ne déploie son sens que dans son rapport au lieu et au contexte, et il n'est pas possible de reproduire à l'identique des »mises en scène«. Les transferts s'opèrent par adaptation et non par adoption. Le célèbre discours du président fédéral Richard von Weizsäcker trois jours plus tard (8 mai 1985) est aussi une réponse à ce ratage et un rattrapage au niveau présidentiel d'une erreur de la chancellerie.

Si l'on pousse l'analyse encore un peu plus loin, il s'avère que même dans le cas d'un geste aujourd'hui considéré comme emblématique et réussi – celui de Helmut Kohl et François Mitterrand le 22 septembre 1984 à Verdun, devant l'ossuaire de Douaumont³⁸, – il y a un risque potentiel de dérive interprétative. On assiste par ce *mano a mano* à la fabrication d'une mémoire commune franco-allemande de la Grande Guerre. »Un souvenir négatif des rapports entre la France et l'Allemagne (le sang de Verdun) est transformé en héritage mémoriel commun et positif, devant marquer la solidarité du couple dans la construction européenne«³⁹. Ce proces-

33 Jenny HESTERMANN, *Inszenierte Versöhnung. Reisediplomatie und die deutsch-israelischen Beziehungen von 1957 bis 1984*, Francfort/M. 2016.

34 »Im Angesicht des Volkes Israel verneige ich mich in Demut vor den Ermordeten, die keine Gräber haben, an denen ich sie um Vergebung bitten könnte. Ich bitte um Vergebung für das, was Deutsche getan haben, für mich und meine Generation, um unserer Kinder und Kindeskinde willen, deren Zukunft ich an der Seite der Kinder Israels sehen möchte«. URL: http://www.bundespraesident.de/SharedDocs/Reden/DE/Johannes-Rau/Reden/2000/02/20000216_Rede.html (21.3.2018).

35 Pia NORDBLOM, Bitburg – (k)eine Geste der Versöhnung. Zur Ambivalenz von Versöhnen und Erinnern beim Staatsbesuch Ronald Reagans in der Bundesrepublik 1985, dans: DEFRANCE, PFEIL (éd.), *Verständigung und Versöhnung* (voir n. 1), p. 117–136.

36 MEYER, *Die SPD und die NS-Vergangenheit* (voir n. 17); Ulrich HERBERT, *Geschichte Deutschlands im 20. Jahrhundert*, Munich 2014, p. 1015.

37 NORDBLOM, Bitburg (voir n. 35), p. 120–122.

38 Ulrich PFEIL, *Der Händedruck von Verdun. Pathosformel der deutsch-französischen Versöhnung*, dans: Gerhard PAUL (éd.), *Das Jahrhundert der Bilder*, vol. 2: 1949 bis heute, Bonn 2008, p. 498–505; Reiner MARCOWITZ, »Hand in Hand«. François Mitterrand und Helmut Kohl in Verdun 1984, dans: DEFRANCE, PFEIL (éd.), *Verständigung und Versöhnung* (voir n. 1), p. 103–116.

39 Robert FRANK, *Le traité de l'Élysée: un lieu de mémoire franco-allemand?* dans: Corine DEFRANCE, Ulrich PFEIL (éd.), *La France, l'Allemagne et le traité de l'Élysée, 1963–2013*, Paris 2012, p. 213–221.

sus de retournement mémoriel induit un risque de confusion entre la prise en compte du passé au niveau officiel et la mise en exergue du *destin commun de victimes*, qui ouvrirait la possibilité de tirer un trait sur le passé en passant sous silence ce qui gêne. Il faut à cet égard être très vigilant face à l'emploi du terme de «catastrophe», auquel on recourt souvent pour insister sur la communauté de souffrance par-delà la diversité des situations⁴⁰. On peut se demander si la construction du récit selon lequel Français et Allemands ont partagé une «communauté de destin» pendant la Première Guerre mondiale n'a pas entravé un certain temps le travail de mémoire commun abondant la Seconde Guerre mondiale, où les responsabilités ont été infiniment plus dissymétriques⁴¹ ...

Il a fallu attendre 2004 pour qu'un chancelier allemand, Gerhard Schröder, assiste à la commémoration du 60^e anniversaire du débarquement allié en Normandie à Caen. La Seconde Guerre mondiale, et ses crimes fondamentalement asymétriques, avait été jusque-là très absente des gestes de commémoration franco-allemands au plus haut niveau. À Caen, on commença par les pages les moins douloureuses du conflit: au débarquement allié sont en effet liées la mémoire de la libération du pays en France et, désormais, dans la nouvelle conscience politique allemande, celle de la libération de l'Allemagne du national-socialisme.

Après Caen, presque une décennie s'est écoulée avant qu'un aspect très traumatique de la Seconde Guerre mondiale – en dehors de la Shoah – fasse l'objet d'une commémoration. En France, comme dans les autres pays d'Europe occupée par les nazis, les gestes de repentir et d'expiation, ayant pour principal objet de reconnaître la souffrance des victimes dans les lieux où ont été commis les massacres, marquent une nouvelle étape – urgente étant donné la disparition inéluctable des survivants. Pour la France la venue du président fédéral Joachim Gauck à Oradour-sur-Glane en est le symbole. La petite ville limousine incarne en effet depuis l'automne 1944 »le« martyr de la France⁴².

Le président Joachim Gauck à Oradour-sur-Glane

Lors de la visite des deux présidents à Oradour-sur-Glane, »Le Monde« a qualifié Joachim Gauck de »bon pasteur« de l'Allemagne⁴³ et, dans son discours, François Hollande a dit du président allemand qu'il incarnait la »dignité de l'Allemagne d'aujourd'hui«⁴⁴.

Dans le choix de procéder à cette série de visites (Lidice, Sant'Anna, Oradour-sur-Glane, Lingiades...), il y a bien sûr la détermination personnelle d'un président qui a été et reste un théologien et un pasteur, et qui a toujours mis la question du rapport au passé et la reconnaissance des victimes au cœur de son action: un président qui a choisi des lieux difficiles, extrême-

40 Corine DEFRANCE, Catherine HOREL, Réalités, perceptions et usages de la défaite en Europe, dans: DEFRANCE et al. (éd.), *Vaincus!* (voir n. 21), p. 9–25.

41 Nicolas MOLL, Effacer le passé au nom de l'amitié? La gestion des mémoires de la Seconde Guerre mondiale au sein du processus de réconciliation franco-allemande, dans: *Allemagne d'Aujourd'hui* 201 (2012), p. 28–39; ID., *Vergangenheitsaufarbeitung*, dans: Nicole COLIN, Corine DEFRANCE, Ulrich PFEIL, Joachim UMLAUF (éd.), *Lexikon der deutsch-französischen Kulturbeziehungen nach 1945*, Tübingen 2015, p. 470–472.

42 Sarah FARMER, 10 juin 1944. Oradour. Arrêt sur mémoire, Paris 2007; Jean-Jacques FOUCHÉ, *Oradour*, Paris 2001.

43 Frédéric Lemaître, Joachim Gauck, le bon pasteur de la République allemande, 3 septembre 2013, URL: http://www.lemonde.fr/a-la-une/article/2013/09/03/joachim-gauck-le-bon-pasteur-de-la-republique-allemande_3470636_3208.html#v18hY7ICyx84Jzhj.99 (21.3.2018).

44 Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, en hommage aux victimes du massacre d'Oradour-sur-Glane en juin 1944, à Oradour-sur-Glane le 4 septembre 2013, URL: <http://discours.vie-publique.fr/notices/137002016.html> (21.3.2018).

ment symboliques, des lieux de massacres passant pour incarner l'irréconciliabilité et la limite indépassable des processus de rapprochement⁴⁵.

Symboliquement, la visite à Oradour, le 4 septembre 2013, est venue clore »l'année franco-allemande« ouverte le 8 juillet 2012 (François Hollande et Angela Merkel ont commémoré à Reims le 50^e anniversaire de la rencontre Adenauer/De Gaulle) pour célébrer l'anniversaire de la signature du traité de l'Élysée. Celui-ci est présenté a posteriori comme »le« traité de la réconciliation. En l'espace de quelques mois, en 2012/2013, la France et l'Allemagne ont commémoré leur propre »réconciliation« (le traité) et affronté la mémoire d'un des moments les plus dramatiques de la Seconde Guerre mondiale. Une troisième personnalité a été placée au cœur de la cérémonie d'Oradour: Robert Hébras survivant du massacre. Seul un témoin-survivant pouvait donner le sens à la cérémonie, en incarnant l'ensemble des victimes et de leurs familles. Or l'association nationale des familles des martyrs d'Oradour-sur-Glane a longtemps refusé toute commémoration officielle dans un contexte de lourds conflits mémoriels non seulement franco-allemands, mais aussi franco-français (en raison de la présence de malgré nous alsaciens, finalement amnistiés, parmi les »bourreaux d'Oradour«)⁴⁶.

Il convient ici de rappeler que cette visite n'a été possible que suite au travail mené en amont par l'ancien maire d'Oradour, Raymond Frugier. Pendant trente ans, il a œuvré localement à une politique de rapprochement malgré de nombreuses réticences locales. Et rien n'aurait été possible sans l'engagement personnel de Robert Hébras, qui a dû faire face aux réticences d'une partie des familles des victimes⁴⁷.

Le 4 septembre, le président Gauck prononce à neuf reprises le terme de réconciliation (*Versöhnung*)⁴⁸. Le président exprime l'effroi, la culpabilité, le refus de l'oubli. Cependant, ce discours n'est pas une demande de pardon, car le président a voulu éviter de faire pression sur les victimes et leurs descendants pour leur »arracher« un pardon ou les contraindre à le refuser⁴⁹. Ne pas demander le pardon quand on le sait impossible – tout en expiant et faisant acte de repentance – permet toutefois la reconnaissance des victimes en tant que telles. Le discours d'Oradour-sur-Glane du président fédéral, joint aux gestes d'empathie à l'égard de Robert Hébras, montre qu'il peut y avoir entre les États et les sociétés un processus de réconciliation sans formulation explicite du pardon.

45 Andrea ERKENBRECHER, A Right to Irreconcilability? Oradour-sur-Glane, German-French Relations and the Limits of Reconciliation after World War II, dans: Birgit SCHWELLING (éd.), Reconciliation, Civil Society, and the Politics of Memory. Transnational Initiatives in the 20th and 21st Century, Bielefeld 2012, p. 167–199. Voir aussi la thèse de doctorat d'Andrea Erkenbrecher, soutenue à la LMU de Munich en juillet 2017: Oradour et les Allemands – Der deutsche Umgang mit dem village martyr Frankreichs: Strafrechtliche Ahndung, Entschädigungszahlungen, Revisionismus und Versöhnungsgestik 1949–2004.

46 Jean-Laurent VONAU, Le procès de Bordeaux. Les Malgré-nous et le drame d'Oradour, Strasbourg 2003.

47 ERKENBRECHER, A Right to Irreconcilability? (voir n. 45).

48 Discours du président Gauck du 4 septembre 2013, consultable sur le site URL: <http://www.bundespraesident.de/SharedDocs/Reden/DE/Joachim-Gauck/Reden/2013/09/130904-Oradour-sur-Glane-Frankreich.html> (avec traduction officielle en français) (21.3.2018).

49 Dans un entretien avec le journal La Croix, Robert Hébras déclara: »Je n'attends pas qu'on demande pardon« et précisa: »Pardon, c'est un grand mot, il faut savoir d'où on le dit et comment on le dit. Ceux qui peuvent le demander sont ceux qui ont exécuté les habitants. De toute façon, ce n'est pas quelque chose d'important pour moi. Ce qui est plus important, c'est que Joachim Gauck honore la mémoire des victimes et qu'il y ait une reconnaissance de la part du peuple allemand de ce qui s'est passé là«, dans: Oradour attend la reconnaissance de son martyr par l'Allemagne, La Croix, 4 septembre 2013, URL: <http://www.la-croix.com/Actualite/France/Oradour-attend-la-reconnaissance-de-son-martyr-par-l-Allemagne-2013-09-04-1006778> (21.3.2018).

Les gestes et discours des personnalités officielles ne peuvent être interprétés en dehors de leur contexte politique, culturel et social. Le geste ne peut être dissocié du lieu et du moment ni non plus de la personnalité de celui qui le commet. Cela nous conduit à interroger le rôle respectif des présidents et chanceliers de la RFA dans l'accomplissement des gestes et discours. Il y a bien sûr le partage constitutionnel des tâches. Le président est la première personnalité dans l'ordre protocolaire. Il doit incarner l'autorité morale. Pourtant, dans l'histoire de la République fédérale, ce n'est pas systématiquement le président qui a accompli les gestes symboliques et prononcé les discours majeurs quand il s'est agi de faire face au passé. Le parcours personnel de ces personnalités a été un facteur déterminant. Il y a eu des présidents de la République et des chanceliers qu'une certaine compromission avec le national-socialisme ne qualifiait pas pour l'accomplissement de tels actes. Il y en a eu d'autres, en revanche, dont la légitimité s'ancrait tout spécialement dans leur parcours: qu'on pense à la résistance au nazisme du chancelier Willy Brandt et à l'opposition à la dictature de la SED et de la Stasi du président Joachim Gauck. La répartition des rôles reflète aussi les époques: au cours des premières décennies de la RFA, il y a eu bien peu de gestes majeurs de confrontation au passé. Bien qu'ils aient alors explicitement parlé de «réconciliation», le chancelier Konrad Adenauer et le président Charles de Gaulle, en assistant à la messe à la cathédrale de Reims le 8 juillet 1962⁵⁰, ont accompli en réalité un acte symbolique de «rapprochement», parce qu'ils n'ont pas abordé directement le passé conflictuel. Celui-ci a seulement été évoqué symboliquement par le choix de Reims, ville-martyre de la Première Guerre mondiale et lieu de la signature de la capitulation de l'Allemagne nazie le 7 mai 1945. On peut en effet établir une distinction entre le rapprochement – tourné vers le présent et l'avenir après un conflit – et le processus de réconciliation qui requiert d'affronter ensemble la mémoire du passé douloureux. De surcroît, il convient de rappeler, comme le président Gauck l'a fait lui-même dans son discours de Sant'Anna di Stazzema, que «la réconciliation ne signifie jamais et en aucun cas l'oubli»⁵¹. Dans l'histoire de la RFA, l'arrivée de Willy Brandt à la chancellerie marque un tournant majeur non seulement politique, mais aussi mémoriel, la confrontation au passé, notamment en politique extérieure, devenant le pivot de son action. Le chancelier Brandt en a fait un élément déterminant de l'identité allemande – ce qui, alors, n'a pas été accepté par tous. Étant donné que la responsabilité allemande, issue du passé, est devenue un élément politique majeur et pas seulement un accompagnement symbolique, elle devait être l'affaire du chancelier. Désormais, le président fédéral, se référant aux travaux de Ralph Giordano⁵², met en garde contre la «zweite Schuld / la deuxième culpabilité»⁵³. Celle-ci n'est plus la culpabilité primaire pour les crimes commis, mais celle, ultérieure, du silence et de l'insuffisante prise en compte du passé, qui fait de la victime un proscrit de la mémoire. Enfin, aujourd'hui, on peut dire que la position de «neutralité» du chef de l'État, surplombant les partis, peut constituer un atout – en particulier dans les relations internationales –, par rapport à un ou une chancelière dont les rapports avec l'étranger sont nécessairement affectés par des décisions ou prises de position politiques. On pense ici au contexte des relations germano-grecques ou franco-allemandes entre 2012 et 2014. Neutralité, autorité morale, conviction personnelle et savoir-faire d'un pasteur se conjuguent pour expliquer le rôle tout à fait particulier et fondamental du président Joachim Gauck pour saisir le passé douloureux et en faire un patrimoine sur lequel bâtir l'avenir.

50 Andreas LINSERMANN, Das »Te Deum«: Konrad Adenauer und Charles de Gaulle in Reims 1962, dans: DEFRANCE, PFEIL (éd.), Verständigung und Versöhnung (voir n. 1), p. 65–81.

51 Versöhnung meint nie und auf keinen Fall vergessen, 20 mars 2013.

52 Ralph GIORDANO, Die zweite Schuld oder von der Last Deutscher zu sein, Hambourg 1987.

53 Discours du président Gauck à Lingiades, 7 mars 2014 (voir n. 30): »Es sind die nicht gesagten Sätze und die nicht vorhandenen Kenntnisse, die eine zweite Schuld begründen, da sie die Opfer sogar noch aus der Erinnerung verbannen.«